

**MENASRA ACCUSE :****«Il y a eu une fraude massive»**

«L'Algérie a perdu l'occasion d'aller vers un changement démocratique et pacifique après ce scrutin», a déclaré hier le président du Front du changement, Abdelmadjid Menasra, lors d'une conférence de presse. Il a aussi dénoncé une fraude massive et s'est dit prêt pour une alliance avec les autres partis de l'opposition.

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Pour Abdelmadjid Menasra, une fraude massive a caractérisé le scrutin du 10 mai. Le président du Front du changement (FC) s'est dit satisfait de la participation du parti aux élections et précisé que le travail de proximité a été réussi par les dirigeants et les militants.

Le FC a obtenu quatre sièges dans la prochaine Assemblée. «Les résultats du scrutin ne nous font pas douter de notre base et du peuple algérien, c'est pour cette raison que nous allons vers une prochaine étape», a déclaré Menasra qui annonce la tenue du majlis echoura du parti pour cette fin de semaine.

Il dira, également, que ces élections ont été déviées de leur vocation. «Nous avons dit à la veille du scrutin que les outils et la volonté pour la fraude existaient et finalement ils ont fini par utiliser tous les moyens pour faire aboutir le fraude», a déclaré Abdelmadjid

Menasra. Il citera, notamment, les cas d'inscriptions non réglementaires, les votes multiples en toute impunité, l'utilisation de procurations à plusieurs reprises et l'existence de deux millions de noms répétitifs.

«Le FLN a, en fait, obtenu plus 300 sièges dont il a distribué les surplus selon certains calculs», accuse l'intervenant en notant qu'une grande partie des centres de vote n'ont pas été contrôlés.

«Le suivi administratif a dominé lors du scrutin, et les listes ont été manipulées de façon notamment à faire voter la même personne à plusieurs reprises ou même des personnes décédées alors que des personnes inscrites ont été volontairement éliminées des listes», a avancé A. Menasra qui dira aussi que le taux de participation a été considérablement gonflé.

Pour l'intervenant, le prochain Parlement ne tiendra pas long-



Pour Menasra, les élections ont été déviées de leur vocation.

temps au vu de sa composante. «Nous pouvons dire adieu aux réformes, ceci alors qu'il n'y aura pas de représentation au sein du Parlement. Les mouvements de protestation et les émeutes vont alors s'accroître. C'est de cette façon que le peuple exprimera

son rejet», avertira le président du Front du changement. «Ceux qui ont comparé le 10 mai à Novembre 1954 doivent s'attendre à un 5 Juillet», avertit Menasra. Il appelle, par ailleurs, l'opposition à s'organiser et n'exclut pas une alliance avec les

autres partis de l'opposition en vue de coordonner leurs efforts.

Le parti, créé le 28 février dernier, avait présenté des candidats dans toutes les wilayas du pays et assuré avoir fait «une campagne forte et propre».

F.-Z. B.

Photo : Samir Sid.

Photo : DR.

**IL CONTESTE LES RÉSULTATS  
DES LÉGISLATIVES****Moussa Touati veut saisir  
le Conseil constitutionnel**

«Nous saisissons le Conseil constitutionnel pour l'annulation de ces élections et nous lancerons un appel au peuple algérien pour sauver sa démocratie.» Le président du Front national algérien (FNA) est en colère. Hier, lors d'une conférence de presse animée au siège de son parti, il a accusé l'administration «d'être à l'origine de la fraude électorale».

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** C'est un Moussa Touati furieux qui s'est adressé ce samedi à la presse, quarante-huit heures après le scrutin du 10 mai et vingt-quatre heures après l'annonce par le ministre de l'Intérieur des résultats.

Devant les journalistes, le président du FNA n'y est pas allé par quatre chemins pour accuser le parti majoritaire d'être à l'origine d'une fraude électorale avec la «complicité de l'administration». Pour Moussa Touati, «le FNA est victime des agissements du parti majoritaire qui a légiféré des lois servant ses intérêts».

Le conférencier a fait notamment allusion à la disposition du seuil de 5% de la loi électorale, ou encore «l'agrément d'une trentaine de partis politiques ne représentant aucune solution de sortie de crise ou pour faire croire à l'opinion publique internationale que le pluralisme politique est une réalité incontournable en Algérie».

Le président du FNA s'est demandé sur quelle «logique s'est-on appuyé pour faire admettre la victoire d'un parti qui a gouverné le pays durant cinquante années et qui n'a cessé de subir toutes les critiques et qui n'a rien fait durant des années. On s'attendait à un vote sanction, mais à notre grande surprise, le parti au pouvoir se voit renforcé et conforté dans ses positions et décisions. C'est vraiment incompréhensible !» «Nous disons aujourd'hui que le vote ne s'est pas déroulé dans les meilleures conditions, contrairement à ce qu'ils disent. La fraude était à une échelle technique.



Moussa Touati en colère.

C'est pour cela que nous allons saisir le Conseil constitutionnel pour invalider ce scrutin, comme nous comptons lancer un appel au peuple algérien pour sauver sa démocratie», dira Moussa Touati. Il fera savoir aussi que son «initiative sera élargie à d'autres formations politiques», sans toutefois donner plus de détails sur cette question. Cela étant, le Front national algérien qui était accrédité d'une quinzaine de sièges lors de la dernière législature n'a réussi cette fois-ci à remporter que neuf sièges. Mais pour Moussa Touati, «s'il n'y avait pas eu fraude, le FNA aurait occupé largement la seconde place et pourquoi pas la première place». «La centaine de sièges était largement à notre portée, d'où notre étonnement de voir un parti rejeté par l'opinion publique et traversant une crise interne sans précédent remporter une majorité presque absolue. C'est vraiment incompréhensible ce qui s'est passé ce jeudi 10 mai», ajoute Moussa Touati qui nous a fait part de la détermination de son parti à aller au bout de sa démarche pour défendre ses intérêts.

A. B.

Photo : Samir Sid.

**IL AFFIRME QUE LES RÉSULTATS  
ONT ÉTÉ ANNONCÉS AVANT LA FIN  
DU DÉPOUILLEMENT DES URNES  
Le PST crie au loup**

Le Parti socialiste des travailleurs (PST) affirme que «les résultats officiels des élections législatives ont été annoncés avant même l'achèvement des opérations de dépouillement et l'établissement des P-V y afférents».

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -** Le secrétaire général du Parti socialiste des travailleurs, Mahmoud Rachidi, crie au loup. Son parti qui a présenté six listes n'a remporté aucun siège. Un résultat que ce dernier est loin d'accepter, même s'il affirme que «le PST a participé aux élections législatives sans illusions aucune».

A ce propos, si Mahmoud Rachidi n'utilise à aucun moment le terme «fraude», il exhibe une série d'anomalies, sinon des dépassements qu'il juge gravissimes.

«Ce matin (samedi 12 mai 2012, ndlr), le PST est encore en ballottage avec le FNL et le PLJ à El Oued pour un siège. Comment se fait-il que le ministre de l'Intérieur ait annoncé hier le résultat final et distribué tous les sièges.

Hier même, au moment où le ministre tenait sa conférence de presse à El Aurassi, dans plusieurs wilayas, tels que Béjaïa, Mostaganem et Batna, l'opération de dépouille-



Des résultats surréalistes pour Rachidi.

ment des urnes se poursuivait encore», a-t-il déclaré, tout en appuyant sur le caractère «surréaliste» des résultats qu'il juge «inacceptables».

C'est ainsi que Mahmoud Rachidi dira crûment que «le mode de scrutin favorisant l'Alliance présidentielle, comme nous l'écrivions le 1<sup>er</sup> avril 2012 impose une ancienne majorité, encore une fois minoritaire qui représente moins de 15% des inscrits».

De même que le SG du PST soulève plusieurs autres «violations enregistrées à l'échelle nationale» et qu'il dit «constatées même par la Cnisel». Il cite, entre autres, «l'empê-

chement des membres des commissions de contrôle et des observateurs des partis politiques de pénétrer dans beaucoup de bureaux de vote, la profusion des votes par procuration dans des proportions astronomiques, le recours à la violence physique à l'encontre de candidats et d'observateurs», ce qui, clame-t-il, «discrédite les élections législatives et leurs résultats».

Enfin, Mahmoud Rachidi souligne que ces élections ont servi au PST de tribune pour faire connaître ses positions et son idéologie pour, promet-il, «un prochain rassemblement de la gauche».

M. M.